



Fédération des syndicats SUD Éducation
31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris
Site web : www.sudeducation.org
Mail : fede@sudeducation.org
Téléphone : 01 58 39 30 12

MOTION D'ACTUALITÉ DU CONSEIL FÉDÉRAL DE JANVIER

Ce communiqué a été publié le **31/01/2025**

UN NOUVEAU GOUVERNEMENT RÉACTIONNAIRE, RÉFRACTAIRE AUX REVENDICATIONS DU MOUVEMENT SOCIAL

Emmanuel Macron souhaite laisser les citoyen·nes “trancher” pour cette année 2025. Pourtant, c'est avec mépris qu'il impose encore la même politique et refuse de satisfaire aux revendications majoritaires dans la société. Le gouvernement Bayrou n'est que le continuum d'une ligne néolibérale et réactionnaire qui continue de saper le service public au risque de laisser un boulevard à l'extrême droite. D'ailleurs, celle-ci semble déjà en partie au pouvoir, avec un ministre de la justice ultraconservateur, accusé de viol et d'agressions sexuelles, et un ministre de l'intérieur s'illustrant par ses récentes sorties racistes et xénophobes. François Bayrou lui-même n'hésite pas à reprendre la théorie raciste du “grand remplacement”.

Même si nous nous satisfaisons de l'abandon du passage à trois jours de carence dans la Fonction publique, ce sont toutes les mesures proposées par l'ancien ministre Kasbarian qui doivent être abandonnées, notamment l'abaissement du plafond de remboursement des arrêts maladie. Pour SUD éducation, les revendications syndicales doivent être entendues par le nouveau gouvernement afin de lutter contre la dégradation du service public. Dans un cadre interprofessionnel, SUD éducation rappelle également sa totale opposition à la réforme des retraites et exige son abrogation pour une réelle justice sociale. Jusqu'à présent le gouvernement est resté sourd lors des négociations. Nous ferons entendre ces revendications par la grève et la mobilisation.

Élisabeth Borne, nouvelle ministre de l'Éducation nationale, a annoncé que les 4000 suppressions de postes d'enseignant·es prévues dans le PLF 2025 seraient abandonnées. Néanmoins, notre secteur fait face à une crise bien plus profonde, comme l'illustre celle du recrutement. Cette situation ne pourra être résolue tant que les conditions de travail ne s'amélioreront pas drastiquement. Pour SUD éducation, il faut aller plus loin en garantissant des

moyens supplémentaires à hauteur des besoins et en rompant avec la politique éducative menée jusqu'alors : chocs des savoirs, pacte, réforme du lycée professionnel, nouveaux programmes du cycle 3, précarisation des AED et AESH... A contrario, l'ancienne Première ministre et les différent·es locataires de la rue de Grenelle ont toujours ignoré les revendications syndicales : recrutement, titularisation, baisse des effectifs par classe, publication des programmes d'EVARS, augmentation des salaires...

On compte d'ailleurs un nombre inquiétant de suicides dans notre secteur. Neuf collègues ont trouvé la mort en Normandie. De nombreux autres sont tus et passés sous silence. Les conditions de travail se dégradent chaque jour un peu plus et les risques dits psycho-sociaux sont toujours très fortement sous-estimés, alors qu'ils sont un réel facteur de passage à l'acte. Il faut renforcer les services de médecine de prévention par le recrutement de médecins du travail, ce n'est pas un·e médecin pour 17800 agent·es actuel·les qui suffiront ! SUD éducation revendique que toute situation de suicide ou tentative de suicide fasse l'objet d'une enquête de la F3SCT comme les textes réglementaires l'exigent. Le drame de France Télécom se répète dans notre secteur. Les pouvoirs publics doivent agir au plus vite.

Dans de nombreux départements, SUD éducation se mobilise, aux côtés d'autres organisations syndicales comme la FSU et la CGT, pour que les personnels soient protégé·es du risque amiante. C'est le sens de notre campagne nationale lancée à l'hiver 2023, qui se poursuit chaque jour. Il y a urgence et absolue nécessité que les propriétaires et l'employeur mettent les moyens pour désamianter nos bâtiments.

Les personnels sont toujours mobilisé·es. Dans la dynamique de la journée du 16 janvier pour la titularisation et l'augmentation des salaires des AESH et AED, SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser pour un service public d'éducation émancipateur et pour une société meilleure.

Nos luttes payent. La répression anti-syndicale ne nous fera pas plier comme en témoigne la récente victoire définitive de Kai Terada au tribunal administratif. Il n'y aura pas d'appel : la victoire de notre camarade est donc totale. Le rectorat de Versailles est condamné définitivement à annuler sa mutation « dans l'intérêt du service ». Le jugement indique qu'il n'a pas été en mesure de se défendre et qu'il n'a pas eu accès aux éléments l'accusant. SUD éducation continue de se mobiliser contre la répression car la situation de Kai Terada n'en est qu'une parmi d'autres.

Nous nous félicitons également de la réintégration de notre collègue Benoit Huou grâce à la mobilisation. SUD éducation s'oppose à toute atteinte à la liberté d'expression. Le génocide de Gaza est un fait objectif qui ne peut pas être ignoré.

Le ministère s'attaque également aux personnels qui n'auraient pas fait passer les évaluations nationales. SUD éducation réitère son appel au boycott et continuera de soutenir les collègues attaqués·es.

Dans l'ESR, le nouveau ministre poursuit la feuille de route libérale de ses prédécesseur·es. Avec 60 universités sur 75 en déficit et des mesures gouvernementales non compensées, le maintien

de l'emploi, la rénovation du bâti et l'existence même de formations sont en danger. Le PLF 2025 en préparation sera encore une fois l'un des plus bas de ces 20 dernières années. Pourtant, le nombre d'étudiant·es ne cesse d'augmenter et le nombre de personnels ne suit pas, le taux d'encadrement s'effondre, la dépense publique par étudiant·e continue de baisser avec des inégalités sociales de plus en plus criantes... Il est temps de proposer un budget à hauteur de 3% du PIB et qui permette de sortir de cette crise. Tout cela est largement financable par la suppression pure et simple des 7,8 Md€ du crédit impôt recherche, niche fiscale qui profite à quelques grands groupes capitalistes sans aucun bénéfice réel pour la recherche, ou encore à travers les 25Md€ de l'apprentissage qui profite à 80% au privé.

En décembre dernier, une grande partie de nos collègues se sont mobilisé·es dans les universités afin de visibiliser la catastrophe annoncée pour la plupart des établissements. Dans plusieurs universités, les étudiant·es commencent à s'organiser. Les personnels de l'ESR doivent se réunir en AG, discuter des formes de mobilisations sur nos lieux de travail, se coordonner au niveau national pour construire une lutte large contre ces budgets d'austérité qui poursuivent la destruction du service public de l'ESR. Il est temps de reprendre le chemin de la mobilisation, de la base au sommet !

FACE À L'URGENCE POLITIQUE, LUTTONS !

Depuis le 14 décembre, à la suite du cyclone Chido et à la tempête Dikeledi, conséquences directes du changement climatique, beaucoup d'habitant·es sont toujours sans eau, sans électricité, sans réseau téléphonique. Les élèves de Mayotte sont privé·es d'école. Pour SUD éducation, il est urgent de s'engager pour la reconversion écologique, pour la justice sociale et contre le système colonial. Les récentes sorties xénophobes de Bayrou et Retailleau visant les migrants à Mayotte laissent présager du pire. L'archipel ne peut devenir le laboratoire d'une politique d'extrême-droite. Face à la catastrophe, le système scolaire sur l'île est profondément mis à mal. Les conditions de scolarisations à Mayotte étaient bien insuffisantes avant celle-ci et excluaient déjà entre 15 000 et 20 000 jeunes personnes de l'école publique. De nombreux établissements nécessitent des travaux d'ampleur pour ouvrir dans des conditions dignes. Rajoutant du mépris à la catastrophe, le ministère décide de n'apporter une aide exceptionnelle qu'à une seule partie des agent·es du service public d'éducation de Mayotte. Pour SUD éducation l'exigence de solidarité doit être étendue à l'ensemble des personnels.

En Palestine aussi, la tragédie continue. Depuis le cessez-le-feu à Gaza, des dizaines de milliers d'habitant·es du nord de l'enclave ont rejoint avec un immense courage leurs habitations en ruine, en réussissant un tour de force historique : pour la première fois, des palestinien·nes reviennent sur un territoire dont elles ont été déplacé·es de force. Mais en Cisjordanie le processus génocidaire continue. Des enfants sont assassiné·es par des snipers israéliens dans la rue ; des immeubles et des systèmes d'approvisionnement en eau sont détruits par des bulldozers. La répression s'abat aussi sur des proches de prisonnier·ères palestinien·nes libéré·es dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu. Plus que jamais SUD éducation continuera de soutenir le peuple palestinien opprimé et défendra son droit à l'autodétermination.

En France et partout dans le monde les fascismes progressent. La mort de Jean-Marie Le Pen n'affaiblit en rien les idées racistes du FN/RN. Bien au contraire, le traitement médiatique de son décès a été profondément choquant, banalisant sa haine, ses discours et ses multiples condamnations. SUD éducation luttera sans relâche contre l'extrême droite et ses idées. C'est pourquoi, le 22 mars, nous serons mobilisé·es pour les un an de la loi Darmanin, loi xénophobe et raciste qui criminalise les populations étrangères en France. Dans l'Education nationale, elle renforce les mesures discriminatoires à l'encontre des élèves et des collègues. Pire encore, la circulaire Retailleau, à application immédiate, rend plus que précaire la situation des demandeur·euses de titre de séjour, parents d'élèves, jeunes majeur·es scolarisé.es, travailleuses et travailleurs sans papiers. Elle condamne tou·tes celles et ceux qui ont reçu une OQTF. L'allongement de la durée de séjour exigée, du nombre de preuves à présenter comme les fiches de paye, l'obligation de présenter un certificat de maîtrise du français et la priorité donnée à la régularisation par le travail impactent d'autant plus nos élèves et leurs parents. Elle renforce les mesures sécuritaires et répressives de la loi Darmanin et nourrit la fabrique de sans-papiers. La politique migratoire du ministre Retailleau va même à l'encontre de la loi. La police a pénétré dans un établissement scolaire pour arrêter une élève et la reconduire à la frontière avec sa famille. SUD éducation s'insurge et se mobilisera contre ces dérives xénophobes et autoritaires qui s'attaquent aujourd'hui aux élèves. Nous serons également particulièrement vigilant·es sur les projets de loi concernant la justice des mineurs qui s'annoncent plus répressifs que jamais et donc contraire à nos valeurs.

SUD éducation luttera sans relâche contre la mise au pas de la jeunesse, idée fixe chère à la droite et l'extrême droite, notamment à travers le SNU ou, récemment, par la création d'un service académique de défense et de sécurité qui intensifie encore la militarisation de la jeunesse, la propagande militaire et le racisme.

Les dernières sorties au forum de Davos du président argentin, Javier Milei, nous rappellent que nous devons lutter sans relâche contre l'extrême droite. Ses propos Igbtiphobes, sexistes, racistes et xénophobes ne sont que l'illustration d'une prise de pouvoir fasciste à travers le monde incarnée par les figures de proue de Trump-Musk-Meloni-Orban-Poutine. SUD éducation soutient l'appel à la mobilisation du 1er février par les collectifs LGBTQA+ argentins, soutenus par les 3 centrales syndicales CTA-T, CTA-A et CGT et se placera toujours du côté des femmes, personnes racisées et LGBTQIA+. La nouvelle accession au pouvoir de Donald Trump renforce l'internationale fasciste et ses projets mortifères.

Nos mobilisations doivent également se tourner vers la construction d'une école émancipatrice. L'anniversaire de la loi de 2005 sera l'occasion de rappeler à la ministre de l'Éducation nationale que l'école doit être réellement inclusive et qu'elle doit abandonner son idéologie validiste qui met à l'écart de nombreux·ses élèves. De même, la semaine d'éducation et d'action contre le racisme et l'antisémitisme à l'école, fin mars, sera pour SUD éducation l'occasion de rappeler que l'école doit constituer le pilier central de la lutte contre le racisme dans la société.

En 2025, à la faveur de l'anniversaire des cinquante ans de la loi Veil, nous constatons que nous devons toujours lutter contre le système patriarcal. Pour SUD éducation il est plus que jamais

nécessaire de s'engager pour les droits des femmes en revendiquant une véritable égalité des droits au travail notamment par le congé hormonal et l'égalité salariale. L'école doit également être au cœur de la lutte féministe. SUD éducation met toutes ses forces pour construire une école antisexiste, notamment par la mise en place d'une éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui soit féministe et inclusive dans tous les établissements. Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes, SUD éducation appelle à la grève et à la mobilisation tous les personnels afin de construire une mobilisation féministe d'ampleur.

